

Conseil communautaire du 26 juin 2023
Délibération n°123-23bis
Objet : modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 15 juin 2023,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement et la continuité des crèches intercommunales, de créer deux postes à temps complet au sein des structures multi-accueil ; que ces créations ont pour objet de permettre d'augmenter les temps pédagogiques affectés dans chacune des structures petite enfance, de combler les temps d'accueil LAEP assurés par certains agents des crèches et d'affecter du temps supplémentaire pour l'entretien des structures multi-accueil lorsque cela est nécessaire ; qu'il est proposé de procéder, pour atteindre ces deux ETP supplémentaires, à des augmentations de quotité de temps de certains postes de travail ; qu'il convient pour cela ;

- d'autoriser la transformation de six postes d'assistant petite enfance à temps non complet (24 heures à ajouter)
- d'autoriser la transformation d'un poste d'auxiliaire de puériculture à temps non complet (2 heures à ajouter)
- de créer un poste d'assistant petite enfance à temps complet pour la crèche de Lorient du Comtat (35 heures)
(soit au total 61 heures réparties sur des emplois permanents, les 9 heures restantes seront affectées sur des contrats de remplacements pris pour compléter des temps partiels)
- d'autoriser le recours à cinq contrats pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où les recrutements de fonctionnaires seraient infructueux.

Considérant que dans le cadre de la politique de sécurisation des parcours contractuels de la CoVe, il est proposé de transformer deux emplois non permanents à temps complet d'auxiliaire de puériculture en emplois permanents à temps complet ; qu'il convient pour cela ;

- d'autoriser la transformation de deux postes d'auxiliaire de puériculture non permanents à temps complet en deux postes d'auxiliaire de puériculture permanent à temps complet (catégorie B) ;
- d'autoriser le recours à deux contrats pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant qu'en prévision du départ à la retraite d'un agent affecté sur un emploi permanent d'agent de restauration polyvalent à temps non complet (31.50/35^e), il est proposé de transformer cet emploi en un emploi d'agent des écoles primaires et de répartir les heures de cet emploi sur trois autres emplois existants ; qu'il convient pour cela ;

- d'autoriser la transformation d'un poste d'agent des écoles primaires à temps non complet 25.90/35^e en un poste à temps non complet 30.62/35^e ;
- d'autoriser la transformation d'un poste d'agent des écoles primaires à temps non complet 23.5/35^e en un poste à temps non complet 26.84/35^e,
(les 8 heures restantes seront réparties sur un poste non permanent d'agent des écoles primaires)

Considérant qu'un poste de conseiller en transition énergétique a été créé par délibération n°74-21 en date du 28 juin 2021 sous la nature juridique d'un contrat de projet, articles L332-24 à L 332-26 du code général de la fonction publique (emploi non permanent) ; que ce poste répond bien à un besoin permanent de l'établissement et que pour cette raison, il est proposé d'en modifier la nature juridique en le transformant en emploi permanent ; qu'il convient pour cela ;

- d'autoriser la transformation du poste de conseiller en transition énergétique en emploi permanent ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux, aux grades d'ingénieurs et ingénieur principal (catégorie A) ;
- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans ou à un contrat pris sur le fondement dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant qu'un emploi fonctionnel de directeur général des services techniques est ouvert au tableau des effectifs ; que ce poste n'est plus pourvu depuis plusieurs années et qu'il n'aura pas vocation à être ouvert sur emploi fonctionnel ; qu'il convient en conséquence de supprimer l'emploi fonctionnel de Directeur général des services techniques du tableau des effectifs ;

Considérant que suite au départ du directeur des services techniques, un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste laissé vacant ; qu'il convient pour cela ;

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que suite au départ du responsable du service gestion et valorisation des données, un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste laissé vacant ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que suite au départ à la retraite d'un agent, il convient de transformer son poste d'attaché principal de conservation du patrimoine et des bibliothèques à temps complet en un poste d'attaché de conservation du patrimoine et des bibliothèques à temps complet.

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par décision n°2020-26 en date du 29 avril 2020 pour le poste de médiateur du tri, arrive à expiration le 31 août 2023 ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par décision n°2020-26 en date du 29 avril 2020 pour le poste d'animateur éducateur du tri, arrive à expiration le 31 août 2023 ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par décision n°2020-26 en date du 29 avril 2020 pour le poste d'assistant de l'action intercommunale de la lecture publique spécialité numérique, arrive à expiration le 31 août 2023 ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par décision n°2020-26 en date du 29 avril 2020 pour le poste d'éducateur de jeunes enfants – référent de direction, arrive à expiration le 31 août 2023 ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que pour nommer des agents proposés à la promotion interne ou à l'avancement de grade, il est opportun de créer les postes d'avancement correspondants, soit ;

- 1 poste d'agent de maîtrise à temps complet,
- 1 poste d'attaché à temps complet,
- 1 poste d'ingénieur à temps complet,
- 1 poste de technicien à temps complet,
- 1 poste de conseiller des activités physiques et sportives à temps complet,
- 1 poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à temps complet
- 1 poste d'infirmier en soins généraux hors classe à temps complet

Considérant que le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé par lequel l'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage (article L. 6221-1 du code du travail). L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation ;

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant que la rémunération est versée à l'apprenti en tenant compte de son âge et de sa progression dans le ou les cycles de formation qu'il poursuit ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour la CoVe et qu'il apparaît opportun de renouveler certaines autorisations de recourir à des contrats d'apprentissage et de solliciter deux nouvelles autorisations supplémentaires :

- Renouvellement de trois contrats d'apprentissage CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance (AEPE) pour le département petite enfance
- Renouvellement d'un contrat d'apprentissage CAP électricien pour le service bâtiments.
- Renouvellement d'un contrat d'apprentissage DE d'éducateur de jeunes enfants
- Autorisation de deux nouveaux contrats d'apprentissage BTS informatique pour la Direction de l'innovation numérique du territoire.

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CREER les emplois suivants :

- 1 poste d'assistant petite enfance à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C.
- 1 poste d'agent de maîtrise à temps complet,
- 1 poste d'attaché à temps complet,
- 1 poste d'ingénieur à temps complet,
- 1 poste de technicien à temps complet,
- 1 poste de conseiller des activités physiques et sportives à temps complet,
- 1 poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à temps complet
- 1 poste d'infirmier en soins généraux hors classe à temps complet

Article 2 : DE TRANSFORMER les quotités des emplois suivants :

- 1 poste d'assistant petite enfance à temps non complet 32/35^e en 34/35^e
- 1 poste d'assistant petite enfance à temps non complet 31.5/35^e en 33.5/35^e
- 1 poste d'assistant petite enfance à temps non complet 30/35^e en 1 poste d'assistant petite enfance à temps complet
- 1 poste d'assistant petite enfance à temps non complet 30/35^e en 34/35^e
- 1 poste d'assistant petite enfance à temps non complet 25/35^e en 32/35^e
- 1 poste d'assistant petite enfance à temps non complet 28/35^e en 32/35^e
- 1 poste d'assistant petite enfance à temps non complet 32/35^e en 34/35^e
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture à temps non complet 30/35^e en 32/35^e
- 1 poste d'agent des écoles primaires à temps non complet 25.9/35^e en 30.62/35^e

Article 3 : D'AUTORISER le recours à cinq contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux pour pourvoir les emplois d'assistant petite enfance et d'auxiliaire de puériculture, catégories C et B.

Article 4 : DE FIXER la rémunération des contrats visés à l'article 3 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 5: DE TRANSFORMER la nature des emplois suivants :

- 2 postes d'auxiliaire de puériculture non permanents à temps complet en emplois permanents à temps complet, ouverts au cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriales, catégorie B
- 1 poste de conseiller en transition énergétique non permanent à temps complet en emploi permanent à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et aux grades d'ingénieur à ingénieur principal, catégories B et A
- 1 poste d'attaché de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques à temps

complet en un poste d'attaché de conservation du patrimoine et des bibliothèques à temps complet

- 1 poste d'agent de restauration polyvalent à temps non complet (31.5/35^e) en un poste d'agent des écoles primaires à temps non complet (26.84/35^e),

Article 6 : D'AUTORISER le recours à quatre contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où les recrutements de fonctionnaires seraient infructueux pour pourvoir les emplois d'auxiliaire de puériculture, de conseiller en transition énergétique et d'agent des écoles primaires.

Article 7 : DE FIXER la rémunération des contrats visés à l'article 6 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 8 : D'AUTORISER le recours à deux contrats pris sur le fondement du 2° de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique, d'une durée maximale de 3 ans, dans le cadre des recrutements en vue de pourvoir les postes suivants :

- 1 poste de directeur des services techniques à temps complet - catégorie A, cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
- 1 poste de responsable du service gestion et valorisation des données à temps complet – catégorie A, grades d'ingénieur et ingénieur principal ;

Article 9 : DE FIXER la rémunération des contrats visés à l'article 8 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 10 : D'AUTORISER le renouvellement des autorisations de recourir à quatre contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans pour les postes suivants :

- 1 poste de médiateur du tri à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C
- 1 poste d'animateur médiateur du tri à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C
- 1 poste d'assistant de l'action intercommunale de la lecture publique spécialité numérique à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques, catégorie B
- 1 poste d'éducateur de jeunes enfants – référent de direction à temps complet ouvert au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfant, catégorie A

Article 11 : DE FIXER la rémunération des contrats visés à l'article 10 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 12 : D'ABROGER l'article 4 de la délibération n°40-23 du 6 février 2023 et de supprimer du tableau des effectifs l'emploi fonctionnel de directeur général des services techniques

Article 13 : D'AUTORISER le recours à sept contrats d'apprentissage et l'accomplissement des démarches nécessaires au recrutement des apprentis :

- 3 CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance (AEPE)
- 1 DE d'éducateur de jeunes enfants
- 2 BTS informatique
- 1 CAP électricité

Article 14 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

le secrétaire de séance,

Frédéric Tenon



la Présidente,

Jacqueline Bouyac

Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr